

11 septembre 2001 : le jour où la question de la laïcité est devenue mondiale

Par Benoît Mély

(Extrait des Cahiers rationalistes, Numéro 555 Novembre-Décembre 2001).

Cet article reprend, dans le contexte politique nouveau créé depuis le 11 septembre 2001, les principaux éléments d'une conférence faite le 16 juin 2000 à la Bourse du Travail de Bobigny, à l'invitation de l'association l'Algérie au cœur.

Au moment où ces lignes sont écrites (15 octobre 2001), le gouvernement des États-Unis a entrepris depuis une semaine avec l'aide de ses alliés d'écraser sous les bombes en Afghanistan un régime abominable qu'il a longtemps soutenu en sous-main, et de capturer l'un de ses anciens meilleurs agents devenu le terroriste le plus recherché du monde. Peut-être au moment où ces lignes seront publiées Oussama ben Laden aura-t-il été mis définitivement hors d'état de nuire et un autre gouvernement, moins détestable, aura-t-il été installé à Kaboul. Peut-être les sentiments de colère devant ces bombardements, bien plus aveugles qu'on ne le dit, et de compassion vis-à-vis des victimes civiles, qui étreignent aujourd'hui les populations de nombreux pays, principalement au « Sud », auront-ils fait place à la résignation muette, au Pakistan et ailleurs. Peut-être en Occident la peur d'autres attentats terrifiants aura-t-elle été refoulée sous les communiqués de victoire officiels, accompagnés ici ou là de quelques discrets remerciements au Dieu des chrétiens qui « nous » aura permis une fois encore de triompher du Mal.

Peut-être. Mais même dans ce cas de figure le soulagement ne serait pas de mise. Car la guerre menée en Afghanistan par les États-Unis et leurs alliés est en tout état de cause, du strict point de vue de la sécurité des populations de l'Occident, dépourvue à long terme de toute efficacité. Le gouvernement américain a désigné au monde une cible, un pays, une organisation à abattre : mais le fanatisme religieux qui forme les candidats au suicide n'a rien de centralisé, rien qui le rattache à un pays identifié une fois pour toutes. Quel que soit le sort que l'avenir réserve à Ben Laden et à ses réseaux, il ne faut pas perdre de vue que l'islamisme radical est une hydre à multiples têtes ; et les forces vives de ce fanatisme religieux ne se trouvent pas seulement, et pas principalement, en Afghanistan. Tant que le terreau n'en sera pas asséché, c'est-à-dire tant que les causes de sa naissance et de sa prolifération ne seront pas identifiées, reconnues et extirpées, cette bête immonde-là, même frappée en un endroit, pourra continuer à prospérer ailleurs et à exercer partout ses ravages.

Fascisme religieux

La montée de l'intégrisme islamique n'est pas un phénomène « exotique » échappant à la rationalité politique qui s'applique à l'histoire du monde occidental. Depuis longtemps, dans le monde officiellement appelé musulman, des militants et intellectuels démocrates et laïques (car il en existe bel et bien, même si l'Occident a préféré en général les ignorer depuis bien des années) l'ont défini comme un « *fascisme religieux* ». Cette définition est éclairante pour trois raisons au moins :

1) Elle met l'accent, par-delà les différences de références idéologiques, sur ce fait fondamental que l'islamisme, comme le fascisme d'Europe après la première guerre mondiale, est d'abord une doctrine de guerre contre son propre peuple. En introduction d'un livre d'un intérêt exceptionnel (*Why I am flout a muslim*), dédié « *aux femmes qui subissent le fascisme religieux* » — livre qui attend encore un éditeur français —, Ibn Warraq écrivait en 1995 :

« A ceux qui regrettent de ne pas avoir vécu dans les années 1930 pour faire preuve d'engagement envers une cause, je rappellerai d'une part l'affaire Rushdie, d'autre part la guerre qui se déroule en Algérie, au Soudan, en Iran, en Arabie Saoudite, et au Pakistan, une guerre dont les principales victimes sont les musulmans, les femmes musulmanes, les intellectuels, les écrivains et les gens ordinaires (1). »

L'islamisme radical n'a effectivement rien à voir avec un mouvement de défense des opprimés comme d'imprudents intellectuels occidentaux s'en étaient jadis persuadés au plus haut de la révolution iranienne. Il n'a rien à voir non plus avec la défense des Palestiniens qu'il instrumentalise pour ses propres objectifs. C'est un fanatisme idéologique qui exerce d'abord, comme les totalitarismes des années 1930, sa terreur sur les peuples mêmes au nom de qui il prétend parler.

Et comme dans les années 1930, longtemps nous avons été bercés de l'idée qu'il se contenterait de sévir « *chez les autres* » et ne viendrait jamais « *chez nous* ». Le réveil est brutal; il faut qu'il soit salutaire.

2) Pas plus qu'on ne peut rendre compte de la montée du fascisme en Europe entre les deux guerres mondiales indépendamment du sentiment d'exaspération et d'impasse généré par la crise sociale et économique de l'après-première guerre mondiale (en Italie) puis des années 1930 (en Allemagne notamment), on ne peut comprendre l'islamisme radical indépendamment de la brutalité même avec laquelle l'ordre économique et politique dicté par les grands États du « *Nord* » s'impose aujourd'hui au reste de la planète. Une mondialisation irresponsable a jeté des populations entières dans la lutte pour la survie, la peur du lendemain ou le désespoir. Elle les prive d'accès aux soins élémentaires et à l'éducation, à travers des plans d'économie dictés sans état d'âme par les grands instituts financiers. C'est de ce terreau-là que surgissent aujourd'hui à la surface de toute la planète diverses régressions dans la barbarie ; dans l'aire musulmane, celles-ci ont pris la forme de l'islamisme radical. Quand les États les plus riches du monde ne savent que se féliciter, à chacune de leurs réunions internationales, de la situation effroyable dans laquelle ils ont plongé le monde, comment s'étonner que des intégrismes cherchent à détourner à leur profit l'immense colère qu'ils suscitent et à se faire passer frauduleusement pour les vengeurs des opprimés ?

Il n'est pas sérieux de soutenir que la gestion désastreuse des affaires de la planète par ceux qui en sont aujourd'hui les maîtres n'est pour rien dans l'émergence de l'intégrisme politique, au motif que les cadres de ce mouvement, et même ses candidats au suicide, ne sont pas eux-mêmes des ignorants ou des miséreux. Les cadres des mouvements fascistes européens étaient eux aussi pour la plupart issus de la bourgeoisie, souvent diplômés d'université. Il est temps de reconnaître que ce qui a frappé New York et Washington le 11 septembre constitue le produit monstrueux d'un monde lui-même monstrueux.

3) Le principal trait distinctif de ce fascisme d'un type nouveau est cependant son caractère religieux qu'on ne doit en aucun cas sous-estimer sous peine de ne pas comprendre ce qui le rend particulièrement virulent et dangereux. Les hommes qui se sont emparés des commandes des avions du 11 septembre se considéraient sans aucun doute comme des soldats d'une guerre sans merci visant à abattre la puissance américaine et occidentale ; mais c'étaient aussi des croyants au plus haut point désireux de sauver leur âme. Leur conviction qu'il existe un autre monde auquel la mort donne accès était totale. « *Purifie ton âme de tout ce qui est souillure. Oublie complètement ce qu'on appelle « ce monde-ci »... Sache que les jardins du paradis t'attendent dans toute leur beauté* », car « *Heureux ceux qui gagnent l'immense récompense de Dieu* » : ces formules du document que les terroristes eurent à lire avant le passage à l'acte ont démontré leur redoutable efficacité dans la manipulation d'individus disposés à se tuer, et à tuer en masse, pour « *gagner le ciel* », selon l'expression employée (le texte

intégral de ces « *consignes du dernier jour* », dont personne ne met en doute l'authenticité, a été publié par Le Monde du 2 octobre).

Le discours religieux tenu aux futurs suicidés du World Trade Center et du Pentagone n'a rien de particulièrement original. C'est justement pour cela qu'il a si bien fonctionné : on ne leur a pas répété au moment suprême autre chose que ce qu'ils ont entendu toute leur vie. L'idée qu'il existe un autre monde préférable à « *ce monde-ci* » et que l'obéissance aux volontés divines permet d'obtenir après la mort l'immense récompense de Dieu fait partie du discours le plus commun de leur religion — comme du christianisme d'ailleurs. Et on ne leur a pas demandé de faire preuve devant la mort subie et répandue autour d'eux d'autres « *qualités* » que celles que les autorités de toutes les religions se plaisent à cultiver chez leurs fidèles : fermer son esprit au doute, adorer Dieu et se persuader que « *la seule chose qui importe, c'est de sauver son âme* » (2), en faisant entièrement confiance à ladite autorité sur les voies qui permettent de « *gagner le ciel* ».

Assurément, toute foi religieuse ne conduit pas nécessairement au fanatisme ; il faut des conditions particulières pour que la transformation s'opère. Tout le problème vient de ce que ces conditions sont aujourd'hui largement réunies, au point qu'il paraît plausible que le terrifiant « *succès* » du 11 septembre ait d'ores et déjà suscité d'autres vocations et, selon des modalités terroristes peut-être différentes, d'autres préparatifs. Dans un essai très pertinent, et en un sens prémonitoire, consacré à l'examen de la stratégie mise en œuvre par Khomeiny dans l'affaire Rushdie (1997), le sociologue iranien Ramine Kamrane attirait l'attention sur l'utilisation méthodique du sacré dans la stratégie islamiste de conquête du pouvoir. « *L'intégrisme religieux constitue le grand défi totalitaire des années à venir* », prévenait-il (3), soulignant qu'on pouvait mépriser ses valeurs, mais non sous-estimer son intelligence politique ni sa détermination.

Il reste à examiner d'où ce totalitarisme-là tire sa force, ce qui conduit à s'interroger sur la responsabilité des choix politiques des États qui dirigent le monde dans son apparition et son renforcement spectaculaire.

Endoctriner plutôt qu'instruire : un choix politique qui se révèle dramatiquement nocif.

Il y a de la part des puissances occidentales beaucoup d'hypocrisie à s'indigner de ce « *dévolement* » de la religion, alors que c'est avec leur plein accord que les gouvernants du tiers-monde se sont de plus en plus profondément impliqués dans le soutien d'État à une religion officielle, catholique ici, musulmane ailleurs. « *Il faut une religion pour le peuple* » ; jamais cette maxime politique n'a été davantage mise en pratique que par les tenants de la « *bonne gouvernance* » mondialisée d'aujourd'hui. La jeunesse des pays du tiers-monde en est la première victime : endoctriner plutôt qu'instruire est le choix politique fondamental qui gouverne depuis de longues années les politiques scolaires de nombreux pays du monde. Sous l'impact d'une régression sans précédent des dépenses publiques d'éducation depuis dix ans, la promesse de la conférence internationale des ministres de l'éducation à Jomtien (Thaïlande) en 1991, selon laquelle « *la scolarisation élémentaire serait à peu près universelle en l'an 2000* », est depuis longtemps oubliée ; mais l'instruction religieuse est un « *droit* » que les gouvernements du tiers-monde prennent en général grand soin de respecter. Des continents privés d'écoles se sont ainsi couverts d'églises, de temples ou de mosquées.

Si les États musulmans ne sont pas les seuls à avoir fait du recours à la religion un instrument de gouvernement durant ces dernières décennies, ils l'ont fait pour beaucoup d'une façon peut-être plus systématique encore. Sans pouvoir entrer ici dans une analyse des situations différenciées, il convient de mettre en lumière ce fait essentiel pour juger de la pertinence des protestations occidentales offusquées devant « *l'utilisation politique de la religion* » par le terrorisme actuel : avant même la première grande victoire de l'islamisme radical, celle qu'il a remportée à Téhéran en 1979,

les plus proches alliés des États-Unis dans cette partie du monde, l'Arabie Saoudite et le Pakistan, États constitutionnellement « islamiques », avaient fait de la loi coranique le fondement de leur droit politique comme de leur droit civil. La religion a servi hier en « terre d'islam » à combattre les partis communistes, liés ou non à l'URSS (4) ; elle a servi et sert toujours à écraser sous la langue de plomb du conformisme religieux une culture musulmane classique nourrie d'ouverture à l'autre, à la pensée libre et à la vie (5) ; elle a servi et sert toujours à tenter d'étouffer toute pensée et toute action indépendante, laïque, démocratique, féministe ou syndicaliste. Bien entendu, c'est au nom des besoins religieux du peuple que ces dispositifs de conditionnement idéologique de masse se sont mis en place. En 1983 déjà, à propos du Pakistan, Salman Rushdie soulignait dans son roman *La Honte* :

« Au Pakistan, le prétendu « fondamentalisme » islamique n'est pas né du peuple. On le lui a imposé d'en haut. Des régimes autocratiques ont trouvé utile d'épouser la rhétorique de la foi, parce que c'est un langage que le peuple respecte, car il hésite à s'y opposer » (6).

Avec le plein accord de la chrétienne Amérique du Nord, le Pakistan, ce pays où près de la moitié de la population adulte est illettrée, a considérablement renforcé ces vingt dernières années sa « rhétorique de la foi » (officiellement dénommée islamisation) sous la protection du gourdin de l'État (au début de 2001 encore, un tribunal pakistanais a condamné à mort un homme coupable d'avoir incité un ami musulman à lire les Versets Sataniques. A peu près tous les autres États de l'aire dite musulmane, y compris la « laïque » Turquie (où l'enseignement religieux a été rétabli à l'école depuis 1984), se sont engagés plus ou moins loin dans la même voie, toujours sans qu'aucune puissance occidentale, y compris la France, n'y trouve à redire. Une puissance immense a ainsi été accordée par les États musulmans à des autorités religieuses qu'on croyait pouvoir contrôler. Il s'avère que le calcul était à courte vue. Nombre de ces religieux, dans les conditions d'exaspération politique actuelles des masses de leur pays, échappent aujourd'hui à toute tutelle gouvernementale et tendent à vouloir jouer un rôle politique pour eux-mêmes, conduisant leur pays, et toute la planète, au seuil d'une situation extrêmement périlleuse.

Il est temps d'ouvrir les yeux sur les immenses dangers du recours à la religion d'État comme dérivatif aux malheurs des peuples. Des hommes saturés de religion dès l'enfance, conduits par la puissance publique elle-même à voir dans un Livre sacré la source ultime de tout droit, ayant grandi dans un univers où toute voix critique est bannie ou condamnée, sont aujourd'hui pour l'intégrisme politique les plus faciles des proies. Et les interventions militaires, quel que soit, répétons-le, le sort immédiat d'un Ben Laden, sont fondamentalement impuissantes à y changer quoi que ce soit. Le fanatisme religieux ne craint pas les bombes ; la violence faite aux peuples lui donne au contraire sa chair et son sang. Il craint la libre confrontation des idées — la liberté de professer le culte de son choix, ou de n'en professer aucun, de s'instruire et de lire les livres, tous les livres sans interdits d'un autre âge, de régler les rapports sociaux, et notamment les rapports entre les hommes et les femmes, sur d'autres normes que des normes religieuses ; il craint la séparation du religieux et du politique, en d'autres termes la laïcité ; il craint la démocratie.

Ce sont ces armes-là qui seules permettraient de combattre efficacement le terrorisme religieux. Mais depuis des dizaines d'années, les gouvernements des États-Unis et des autres pays les plus puissants de la planète n'ont, pas voulu en entendre parler. Un terreau malsain a été systématiquement préparé, voire entretenu de la façon la plus irresponsable qui soit, sans que le 11 septembre 2001 n'ait provoqué à ce jour aucune révision déchirante. Ces choix politiques occidentaux ont donné et donnent encore à l'islamisme radical l'aliment nécessaire pour croître et gagner de nouveaux adeptes, chacun des deux adversaires contribuant ainsi au même titre que l'autre à plonger l'humanité dans une spirale délétère.

La laïcité, valeur universelle

Le crime obscurantiste commis le 11 septembre aux États-Unis et la menace désormais présente d'autres actes de fanatisme en Occident mettent donc les opinions publiques du « Nord » devant l'alternative d'accorder leur confiance à leurs gouvernements pour mener une guerre (ou une suite de guerres) contre-productives et inévitablement perçue(s) au « Sud » musulman comme une ou des croisade(s), ou de repenser de fond en comble l'ensemble des rapports sociaux et politiques de la planète, afin de faire prévaloir des vues rationnelles et humaines sur les forces qui nous mènent à l'abîme. Dans cette gigantesque et complexe remise en cause, d'où doivent naître les fondements d'un monde enfin viable, il nous faut accorder une attention nouvelle aux voix qui, venant de « terre d'islam », nous ont dit depuis longtemps déjà que la laïcité (en anglais : *secularism*) était pour leurs pays la seule issue.

La laïcité, valeur universelle : les révolutionnaires français qui en 1792 abattirent une monarchie « établie par Dieu » et proclamèrent que la souveraineté résidait dans le peuple, en étaient convaincus — et qu'ils aient utilisé le vieux mot de sécularisation du pouvoir civil, et non celui de laïcité, apparu plus tard, au début des années 1870, ne change rien à la chose. L'idée, au demeurant, n'a rien de spécifiquement français, contrairement à ce qu'une certaine tradition laïco-nationaliste laisse entendre. Elle n'est en rien non plus fille du christianisme, comme de bons esprits désireux de vivre autrement leur religion (ce qui est tout à leur honneur) mais un peu trop enclins à prendre des libertés avec l'histoire ont voulu nous en persuader depuis Vatican II. C'est la nausée devant les ravages d'un fanatisme religieux chrétien, exacerbé à la suite du schisme du XVI^{ème} siècle, et l'importance croissante accordée au droit de chacun à se déterminer librement en matière religieuse (« *chacun est pour soi-même sa propre orthodoxie* » (7) selon la célèbre formule de Locke) qui a conduit à concevoir la religion comme « affaire privée », dans un mouvement où l'Angleterre et les Pays-Bas, avant même la France des philosophes et l'Allemagne de l'*Aufklärung*, jouèrent un rôle pionnier. Le développement politique de cette conception « sécularisatrice » des rapports sociaux a permis de réaliser à la fin du XVIII^{ème} siècle les premières séparations des Églises et de l'État (les États-Unis après leur indépendance en premier lieu, puis la France sous la Révolution). L'un des acteurs majeurs de ce processus, l'anglais Thomas Paine, a exprimé sans ambiguïté la valeur universelle de ce principe en condamnant, dans *Le Siècle de la Raison* (1794) « *l'union adultère de l'Église et de l'État, partout où elle a eu lieu, que ce soit en Judée, parmi les chrétiens ou en Turquie* (8) » (c'est-à-dire dans l'empire ottoman, alors assimilé au « monde musulman »).

Devenu ensuite colonialiste, puis néo-colonialiste, l'Occident (y compris la France républicaine) a préféré s'appuyer sur les forces religieuses traditionnelles pour sa domination planétaire. Il a trouvé la justification idéologique de son attitude, en rupture avec sa propre tradition, dans un culturalisme qui prétend respecter les civilisations dans leurs différences, mais qui revient au fond à proclamer que la séparation du religieux et du politique établie chez lui (incomplète ou fragile sans doute, mais tout de même sans équivalent sur une grande partie de la planète) est bonne pour lui-même mais ne l'est pas pour d'autres. Comme l'écrit la sociologue Juliette Mincès, spécialiste de la condition des femmes dans l'islam : « *Trop souvent, lorsqu'il s'agit des femmes, on préfère se cacher derrière le respect de la "culture d'origine" ou de l'identité" pour accepter ce qui est inacceptable, sans tenir compte du fait que la majorité d'entre elles se battent contre cet inacceptable.* » (9)

Il existe bien sûr. « *un autre islam* », tolérant, ouvert, respectueux de la croyance de l'autre comme de sa non-croyance. Des courants sécularisateurs sont apparus dans la religion musulmane au contact de la modernité, comme ce fut le cas pour les religions chrétiennes. Mais chercher à promouvoir un islam modéré comme alternative à l'islam radical pour régir les rapports sociaux et politiques dans les pays où l'islam est religion majoritaire est un non-sens : c'est renoncer d'avance à

la seule arme capable de vaincre les intégrismes, la séparation des religions et de l'État et l'instauration de démocraties laïques, garantissant la liberté de culte comme la liberté de ne pas croire. C'est présenter comme secondaire ce qui est aujourd'hui pour les pays dits musulmans, comme jadis pour les pays appelés chrétiens, la question politique préalable à tout progrès ultérieur : faire de l'organisation de la société une affaire purement humaine, sans l'intervention d'aucun Dieu. La question est posée en termes très nets par Mahshid Amir-Shahi, romancière iranienne qui fut, en exil, à l'origine d'un courageux appel d'intellectuels iraniens en défense de Salman Rushdie (les lignes suivantes ont été écrites en 1996) :

« Tenter d'arrêter l'intégrisme à l'aide d'un discours religieux modéré est la plus grande erreur qu'on puisse commettre... On nous dit qu'il faut adopter un discours islamique modéré pour ne pas choquer les croyants, ceux qui n'ont rien à voir avec l'intégrisme mais qui tiennent à leurs convictions religieuses car c'est ce qu'ils ont de plus intime et de plus précieux. Mais qu'est-ce qui leur permet de dire qu'adopter un discours laïque pourrait choquer les croyants ? D'où tiennent-ils cette idée, si ce n'est de la bouche des intégristes, de ces mêmes intégristes qui dénoncent la laïcité comme synonyme d'irréligion, ceux qui décrivent la démocratie comme le règne non seulement de l'incroyance, mais aussi de la dissolution des mœurs qui devrait la suivre ? Accepter de mettre une sourdine au discours laïque, c'est accepter de sa propre initiative les cadres que les intégristes essayent d'imposer à l'expression de toute pensée. » (10)

A ceux qui affirment que ce discours laïque est « *trop en avance* » sur l'état d'esprit général, ou qu'il « *offense* » maladroitement la foi, il n'est pas inutile de rappeler l'un des plus grands événements politiques de l'Iran contemporain, la révolte des étudiants de Téhéran de juillet 1999. Car c'est bien la dictature religieuse comme telle qui a alors été défiée par des dizaines de milliers d'étudiants libérés du pesant contrôle politique du régime, plusieurs leaders du mouvement ayant même publiquement revendiqué le départ des mollahs du pouvoir et l'instauration d'une démocratie laïque (11). Face à la menace que l'islamisme radical fait aujourd'hui peser sur le monde, les étudiants de Téhéran ont montré en ces quelques jours de liberté conquise sur la peur qu'une issue démocratique existe, et qu'elle peut triompher.

Contrainte elle aussi de quitter son pays, le Bangladesh, sous la menace fondamentaliste, Taslima Nasreen fait dire à un personnage de son roman Lajja (1993) :

« Nous sommes à la veille du XXIème siècle et nous éprouvons encore le besoin de marquer notre présence par des manifestations de foi dans la société comme dans les affaires de l'État. Pourquoi ne pas se battre plutôt pour libérer des infiltrations de la religion la politique des États, les conventions sociales et l'éducation ? Si nous voulons la laïcité, cela ne veut pas dire que le Cita [poème sacré hindou] doive être récité aussi souvent que le Coran à la radio ou à la télévision. Nous devons lutter pour que la religion soit bannie de toute activité étatique. Dans les écoles, les collèges et les universités, toutes les cérémonies religieuses, les prières, l'enseignement des textes sacrés devraient être interdits. De même, la politique ne devrait pas avoir sa place aux cérémonies religieuses. » (12)

Depuis que ces lignes ont été écrites, nous avons changé de siècle, et la question posée par Taslima Nasreen, Mahshid Amir-Shahi, les étudiants révoltés de Téhéran, et d'autres encore, femmes et hommes d'Algérie, d'Égypte, d'Afghanistan aussi, est devenue une question mondiale. De la réponse que nous serons capables de lui apporter ne dépend plus seulement l'avenir des pays où l'islam est religion d'État, mais désormais aussi le nôtre.

Notes :

(1) Ibm Warraq, *Why I am not a Muslim*, Prometheus Books, New York, 1995, p. XIII.

(2) La citation pourrait être tirée du document remis aux terroristes du 11 septembre 2001. Elle figure dans la *Cité de Dieu* de Saint Augustin (424 après JC).

(3) Ramine Kamrane, *La fatwa contre Rushdie, une interprétation stratégique*, Kimé, 1997, p. 10.

(4) Ces partis n'étaient guère portés de leur côté à développer un programme laïque, préférant s'allier à des religieux réputés progressistes ou anti-impérialistes. C'est ainsi qu'en 1979 le parti Toudeh (Parti communiste d'Iran) appela à voter oui au référendum de Khomeiny ratifiant la constitution de la République islamique.

(5) Quelle université du monde dit musulman fait aujourd'hui connaître l'œuvre d'Abû Bakr al-Râzi (864-925), le « *Rhazes* » de la chrétienté médiévale, qui représenta « *le principal épisode de radicalisation laïque de la philosophie en terre d'islam* » (Alain de Libéra, *La philosophie médiévale*, PUF, 1993, p. 103) ? Quel public aujourd'hui pour des poètes tels que le syrien Al-Ma'arri (903-1057, surnommé le Lucrèce oriental), le persan Omar Khayyam (mort en 1132), ou pour les philosophes arabo-persans ouverts au dialogue avec l'antiquité grecque, y compris l'andalou Ibn Rushd/Averroès (mort en 1198), dont l'œuvre rationaliste, partiellement traduite en latin, ébranla le dogmatisme chrétien dans l'Europe du XIII^{ème} siècle ?

(6) Salman Rushdie, *La Honte*, Stock, 1984, p.286. (édition originale :1983).

(7) Cette formule ouvre la *Lettre sur la tolérance de John Locke* (1689), l'un des tout premiers textes de l'Europe moderne qui comporte la demande explicite d'une « *totale séparation de l'Église et de l'État* ».

(8) *Le Siècle de la raison*, P.U. de Nancy, 1994, p. 26. Thomas Paine, ingénieur anglais rallié aux indépendantistes américains, définit dans *Le sens commun* (1776) les principes de la souveraineté populaire et de la séparation des religions et de l'État comme fondement du nouvel État fédéral. Revenu en Angleterre, et accusé de haute trahison pour avoir vigoureusement défendu, dans ses *Droits de l'homme*, la validité universelle des principes de la Révolution française (1791), il se réfugia en France et fut élu député à la Convention. Proche de Condorcet, dont il partagea le combat pour la séparation de l'Église et de l'État, et de l'Église et de l'École, il incarne le cosmopolitisme révolutionnaire de son époque. L'Amérique du Nord bien-pensante s'empressa de l'oublier. Il se trouva un président des États-Unis (Théodore Roosevelt) pour le traiter, lui déiste, de « *sale petit athée* ».

(9) « *Comment déraciner l'islamisme* », *Le Monde* du 28 septembre 2001. Juliette Minces est notamment l'auteur de *La femme voilée* (Hachette, 1992).

(10) Mahshid Amir-Shahi, « *Sur l'islam modéré* » (conférence prononcée en avril 1996 au palais du Luxembourg, à Paris), dans Hezarbisheh [recueil de textes et d'interviews en anglais, français, et persan], ed. Baran (Suède), 2000, p 132.

(11) Seule l'intervention très brutale des Bassidji, troupes d'assaut de la révolution islamique, avec l'approbation officielle du « *modéré* » président iranien Khatami, a pu faire refluer ce mouvement, dont plusieurs dirigeants ont été condamnés à la prison à vie. De très nombreux témoignages ont montré qu'il a bénéficié d'un fort capital de sympathie dans la population, en particulier dans la jeunesse.

(12) Taslima Nasreen, *Lajja* (La Honte), Stock, 1994, p. 174 (édition originale : Ananda, Calcutta, 1993).